l'impôt des sociétés, pour ainsi financer les réductions de l'impôt sur le revenu des particuliers.

Je propose d'apporter un certain nombre de changements à l'actuelle taxe de vente, à compter du 1^{er} janvier 1988.

Pour réduire les distorsions concurrentielles et prévenir l'évitement fiscal, nous appliquerons la taxe aux sociétés de commercialisation qui ont un lien de dépendance avec un fabricant. La taxe sera également transférée au niveau des grossistes, sur une gamme restreinte de produits.

Afin d'accroître les recettes, nous étendrons la taxe à la plupart des services de télécommunications, au taux de 10 p. 100. Les frais de services téléphoniques résidentiels de base seront exonérés.

Pour renforcer la protection offerte aux Canadiens à revenu modeste contre l'effet de ces changements, nous augmenterons l'actuel crédit remboursable au titre de la taxe de vente, qui passera de 50 \$ à 70 \$ par adulte et de 25 \$ à 35 \$ par enfant.

● (2040)

Enfin, pour améliorer la gestion de notre trésorerie et compenser certains effets transitoires de la réforme fiscale sur les recettes, je propose d'accélérer le versement des taxes de vente et d'accise à partir d'avril 1988. La remise des impôts des particuliers retenus à la source sera encore accélérée à partir de janvier 1990.

Ces deux mesures n'augmenteront pas les impôts des Canadiens. Elles permettront à l'État de recevoir plus rapidement l'argent qui lui est dû. Elles diminueront nos besoins d'emprunt et se traduiront par des économies permanentes de frais d'intérêt.

Les propositions que je présente ce soir sont équilibrées financièrement. Les réductions de l'impôt sur le revenu des particuliers sont compensées par des hausses de l'impôt des sociétés et de la taxe de vente, ainsi que par une accélération des rentrées fiscales.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Je dépose avec ces propositions de réforme fiscale une mise à jour des perspectives économiques et financières.

[Français]

Nos perspectives pour cette année n'ont guère changé depuis mon budget de février. Je suis très encouragé par la vive progression de l'emploi et la baisse du taux de chômage que nous avons enregistrées ces derniers mois. Depuis septembre 1984, les Canadiens ont créé 840 000 emplois. Le taux de chômage, à 9.1 p. 100, est à son plus bas niveau en plus de cinq ans. Le plus encourageant, toutefois, est l'indication fournie à la fois par les statistiques d'emploi et les récentes enquêtes sur les intentions d'investissement que la croissance devient plus équilibrée entre les diverses régions du Canada.

[Traduction]

A moyen terme, nos perspectives économiques dépendront beaucoup de la manière dont les pays industrialisés parviendront à réduire les importants déficits commerciaux et financiers internationaux qui risquent de compromettre la croissance mondiale. Le Canada joue un rôle constructif à cet égard. Beaucoup de progrès ont été accomplis au cours des derniers mois. Le sommet économique tenu récemment à Venise a souligné la volonté des grands pays industriels de poursuivre ces progrès. Le Canada souscrit sans réserve à

l'engagement exprimé lors de ce sommet, de prendre d'autres mesures pour atteindre nos objectifs économiques communs, si cela s'avère nécessaire.

Nos perspectives dépendront aussi de ce que nous ferons chez nous. La poursuite de la réforme fiscale, de nos initiatives commerciales et des efforts de réduction du déficit renforcera l'investissement et la croissance dans toutes les régions du Canada. Cela nous donnera plus de force et plus de résistance pour affronter un monde incertain, et nous mettra mieux en mesure de soutenir les programmes sociaux nécessaires.

Nos perspectives financières restent encourageantes. Les dernières estimations relatives à l'exercice qui vient de se terminer portent à croire qu'une croissance plus vigoureuse des recettes à la fin de l'année se traduira par un déficit d'environ 31 milliards, soit 1 milliard de moins que je ne l'avais prévu en février.

Comme je l'ai déclaré dans le budget, je prévois pour cet exercice un déficit de 29,3 milliards. Celui-ci diminuera modérément au cours des deux prochaines années. Le déficit et les besoins financiers accusent une baisse appréciable à moyen terme. Le rapport de la dette au PIB devrait se stabiliser d'ici 1991-1992. Il s'agit là d'un objectif clé que le gouvernement s'est fixé dès le départ, en 1984.

Je dépose le Livre blanc ainsi que la motion de voies et moyens et les documents annexes.

CONCLUSION

La réforme fiscale est une entreprise complexe et de grande envergure. Elle représente bien plus qu'une modification de certains articles de la Loi de l'impôt sur le revenu. On ne doit pas en évaluer les résultats uniquement en économies d'impôt réalisées par les Canadiens. On doit aussi les juger sur la manière dont nous pouvons contribuer à un Canada plus vigoureux, plus juste et plus dynamique au cours de la prochaine décennie et au-delà.

L'ensemble des mesures que je propose maintenant au Parlement et à la nation respecte nos besoins actuels et nous aidera à bâtir un avenir meilleur. Il reflète l'attention que nous portons à nos personnes âgées et les défis auxquels font face nos jeunes et nos entrepreneurs. Il respecte l'importance de nos agriculteurs et de nos industries extractives. Il tient compte des batailles concurrentielles que livrent chaque jour nos fabricants et du défi de l'avenir que doivent relever nos industries de pointe et notre secteur des services. Il apporte des économies d'impôt aux Canadiens et leur donne la liberté de dépenser, d'épargner ou d'investir à leur gré.

Nous demandons à quelques-uns de payer une plus forte proportion des impôts en réduisant les concessions fiscales. Pour prendre ces décisions, j'ai examiné soigneusement les objectifs fondamentaux d'une plus grande équité et d'une compétitivité accrue. Dans les cas où les effets sont appréciables, les changements seront mis en vigueur progressivement.

Cependant, en dernière analyse, cet ensemble de mesures sera jugé sur la manière dont nous avons donné à nos citoyens âgés plus de sécurité et de tranquillité d'esprit; aux plus nécessiteux, un fardeau fiscal plus équitable et moins lourd; à nos jeunes, plus d'espoir et de possibilités; et à nos travailleurs, plus d'encouragement, de stabilité et de liberté.

J'estime que nous avons atteint ces objectifs.